

BRUNET, Manon et Pierre LANTHIER, dir., *L'inscription sociale de l'intellectuel* (Sainte-Foy/Paris, Les Presses de l'Université Laval/L'Harmattan, 2000), 382 p.

Pascale Ryan

Volume 55, Number 3, Winter 2002

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/010418ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/010418ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Ryan, P. (2002). Review of [BRUNET, Manon et Pierre LANTHIER, dir., *L'inscription sociale de l'intellectuel* (Sainte-Foy/Paris, Les Presses de l'Université Laval/L'Harmattan, 2000), 382 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 55(3), 430–433. <https://doi.org/10.7202/010418ar>

Et il y a ces concepts amphibologiques, conscience collective, mythes dépresseurs, fausses identités, imaginaire collectif, archétype, dont on ne sait trop ce qu'ils recouvrent. Les notions de culture de l'élite et de culture populaire ont aussi des contours incertains. D'ailleurs, dans la manière d'écrire l'histoire, cette distinction entre les deux cultures semble appartenir à une autre époque. Elle débouche inévitablement sur des généralités. Question d'échelle, comme l'écrit Paul Ricoeur dans son livre, *La mémoire, l'histoire, l'oubli* : « L'idée-force attachée à celle de variation d'échelles est que ce ne sont pas les mêmes enchaînements qui sont visibles quand on change d'échelle, mais des connexions restées inaperçues à l'échelle macrohistorique. » À ce sujet, monsieur Ricoeur pense que la microhistoire présente une voie plus prometteuse : elle permet d'établir « [...] des enchevêtrements d'une grande complexité entre la pression exercée par des modèles de comportements perçus comme dominants et la réception ou mieux l'appropriation, des messages reçus. Du même coup vacillent tous les systèmes binaires opposant culture savante à culture populaire, et tous les couples associés : force/faiblesse, autorité/résistance. À quoi s'opposent : circulation, négociation, appropriation. »

Les quelques réserves qui précèdent ne font pas pour autant du livre de Gérard Bouchard un mauvais livre. Au contraire, il s'agit d'un ouvrage bien documenté qui a le mérite d'ouvrir le lecteur à d'autres itinéraires que celui du Québec. Sous cet angle, l'essai de monsieur Bouchard constitue un travail remarquable.

JACQUES CAOUPETTE
Val d'Or

BRUNET, Manon et Pierre LANTHIER, dir., *L'inscription sociale de l'intellectuel* (Sainte-Foy/Paris, Les Presses de l'Université Laval/L'Harmattan, 2000), 382 p.

En 1997 se tenait à l'Université du Québec à Trois-Rivières un colloque international sur « l'inscription sociale de l'intellectuel », colloque qui réunissait plus d'une vingtaine d'historiens, de politologues, de sociologues, de littéraires et de philosophes d'Europe et d'ici. Organisé par le Centre interuniversitaire d'études québécoises, le colloque visait à contribuer au débat sur « la naissance » de l'intellectuel, débat fort animé, tant au Québec qu'en Europe. Après deux décennies de recherches et de publications sur le sujet — surtout en France, mais ailleurs également — une mise au point

s'avère en effet nécessaire. Le modèle dreyfusard de l'intellectuel de gauche, laïcisé et autonome qui a longtemps eu cours dans les travaux français se révèle, à l'usage, difficilement exportable à l'extérieur de l'Hexagone. Ce modèle est par ailleurs loin d'épuiser les identités possibles de l'intellectuel, comme l'ont montré les travaux comparatifs de Christophe Charle sur les intellectuels européens.

L'inscription sociale de l'intellectuel, publié en 2000, rassemble les actes de cette rencontre. Le problème de la définition de l'intellectuel est au cœur du questionnement de la plupart des chercheurs réunis ici. Michel Trebitsch, par exemple, l'un des principaux animateurs de l'Institut d'histoire du temps présent de Paris, doute de la pertinence d'une définition unique et « définitive ». Il met en garde contre cet « *a priori* initial que l'intellectuel commence en 1897 [sic] et qu'il doit être en train de mourir ces temps-ci ». Trebitsch suggère également de « sans cesse replacer [ses] modes d'intervention dans la Cité, dans une histoire qu'on peut presque faire remonter au Moyen Âge ». Il est d'ailleurs maintenant bien établi que des intellectuels — ou leurs ancêtres, sous d'autres vocables — ont, bien avant 1898, joué un rôle politique, ce qu'une concentration des études sur le xx^e siècle avait pu masquer.

Pour Paul Aron, un littéraire belge, le modèle dreyfusard français pose également problème lorsqu'il s'agit de rendre compte des autres situations nationales. Il est particulièrement inapplicable dans le cas belge qui, à cause de sa situation nationale et de son histoire, ne rassemble aucune des conditions d'émergence des intellectuels français à la suite de l'Affaire Dreyfus. Pourtant, les intellectuels y sont présents, bien qu'en moins grand nombre et sous une forme différente. Son analyse des parcours de deux écrivains, Charles Potvin (1818-1902) et Edmond Picard (1836-1924), révèle un modèle d'engagement intellectuel qui a marqué la vie politique et intellectuelle belge de la fin du xix^e siècle. Ce type d'analyse met en relief l'importance d'historiciser et de contextualiser la fonction sociale des intellectuels dans une société donnée.

De l'ensemble des autres contributions, on retiendra particulièrement celles qui traitent du cas du Québec. Dans la foulée de son article pionnier de 1994, Yvan Lamonde relève quatre facteurs qui, de 1900 à 1930, permettent une possible émergence des intellectuels canadiens-français : l'éloignement de la politique partisane, l'émergence du savoir en dehors des professions libérales et du journalisme (Errol Bouchette, Léon Gérin), la consolidation de l'université et, finalement, l'entrée en scène des « modernistes » minoritaires qui contestent l'orthodoxie nationaliste, revendi-

quant les droits de l'individu créateur et la liberté des thèmes de création. Ces quatre facteurs ne sont cependant, selon lui, que des « brèches ». Ils laissent certes entrevoir une possible émergence des intellectuels. Mais les hommes de culture isolés, qui se *comportent* comme des intellectuels, restent cependant pris dans certaines contingences religieuses, nationalistes ou institutionnelles. Ainsi, Errol Bouchette, Léon Gérin, Lionel Groulx, Esdras Minville, Marie-Victorin sont qualifiés de « francs-tireurs ».

L'approche strictement nominaliste d'Yvan Lamonde est fortement remise en question ici par plusieurs chercheurs qui ont travaillé sur le cas canadien-français. Bernard Andrès critique la conception laïque et de « gauche » de l'intellectuel ainsi que la conception « distanciée » de l'engagement adoptées par Lamonde. Andrès retrouve, dans la « génération de la Conquête », la première « intelligentsia » de l'histoire québécoise. Les bouleversements sociopolitiques, idéologiques et littéraires qui prennent place à la fin du XVIII^e siècle confrontent les Canadiens avec un tout nouveau type d'altérité. Ils doivent se définir une identité propre et choisir s'ils désirent passer du statut de « sujets » à celui de « citoyens ». Les premiers débats littéraires, philosophiques et constitutionnels apparaissent alors. De ces débats émerge un individu qui n'est « plus seulement l'« Homme de lettres » ou le « Philosophe », mais déjà « l'homme de culture [...] mis en situation du politique » », qui recourt à tous les modes d'intervention publique recensés par Lamonde pour la fin du XIX^e siècle. Cette « génération d'écriture » contribue à la création d'un tout nouvel espace public. Pour Andrès, ces individus sont donc des intellectuels, ne serait-ce que « pour le simple fait d'avoir pensé au Québec, d'avoir pensé le Québec au terme du XVIII^e siècle ».

Fernande Roy montre, par ailleurs, pour le XIX^e siècle, le rôle d'intellectuels qu'ont joué les journalistes dans la création d'un espace public, la conquête de la liberté d'expression et la poursuite des idéaux démocratiques. Yves Gingras, quant à lui, met au jour la contribution de Marie-Victorin et du groupe de recherche qu'il dirigeait aux débats sur l'enseignement secondaire et supérieur au nom d'une certaine vision de la société, celle d'une société nord-américaine, urbaine et industrialisée, qui nécessite des institutions adaptées à ses besoins. Marie-Victorin n'apparaît plus, dans cette analyse, comme un franc-tireur, mais bien comme le porte-parole d'un groupe beaucoup plus large, qu'on a eu tendance à ignorer à cause de la concentration des analyses sur la question nationale.

Pour Catherine Pomeyrols, la définition réductrice de l'intellectuel engagé de gauche de type sartrien a conduit à l'occultation des intellectuels

de droite canadiens-français, occultation particulièrement notable en ce qui concerne l'entre-deux-guerres. Le modèle français aurait été utilisé pour définir les intellectuels assimilés aux forces progressistes avant la Révolution tranquille. L'intellectuel existait déjà, selon elle, mais ne correspondait pas toujours à cette définition. Pomeyrols soutient qu'il faut prendre en compte des conditions de possibilité et la structuration particulière du champ intellectuel. Elle souligne, par ailleurs, que l'intellectuel de droite, tout comme celui de gauche, peut se poser en défenseur de valeurs universelles. Enfin, ce n'est pas parce que les acteurs ne revendiquent pas le substantif « intellectuel » pour s'autodésigner qu'ils sont absents. Elle dégage elle-même plusieurs figures de l'intellectuel, du journaliste-écrivain à l'universitaire. En ce qui concerne spécifiquement l'entre-deux-guerres, c'est, selon Pomeyrols, le modèle antidreyfusard français qui s'applique au Québec, modèle revendiqué par les acteurs eux-mêmes. Si l'on peut remettre en question certaines de ses conclusions, Pomeyrols a le mérite de bien cerner les problèmes méthodologiques qui se sont posés jusqu'ici dans l'analyse des intellectuels avant la Révolution tranquille.

Les diverses réflexions méthodologiques et les études de cas fournies ici font clairement apparaître la nécessité d'historiciser et de contextualiser la fonction sociale des intellectuels, fonction qui varie selon la société d'appartenance et l'époque. En effet, la véritable question n'est-elle pas : qui, à un moment donné, dans un lieu donné, joue le rôle d'intellectuel ? En montrant la pertinence de se dégager du modèle standard de l'intellectuel dreyfusard français, cet ouvrage, malgré des articles d'inégale valeur, représente une contribution bienvenue et fort utile pour l'histoire intellectuelle, en ouvrant des brèches intéressantes qu'il reste à explorer.

PASCAL RYAN

Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

CHARLAND, Jean-Pierre, *L'entreprise éducative au Québec, 1840-1900* (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2000), 452 p.

C'est une nouvelle synthèse sur « la période de mise en place d'un réseau scolaire permanent au Québec, de 1841 à la fin du XIX^e siècle » (p. 3), que nous livre ici l'auteur. Trente ans après la parution de *L'Histoire de l'enseignement au Québec*, la grande synthèse de Louis-Philippe Audet, aujourd'hui épuisée, l'entreprise se justifie. D'autant que de nombreuses études ont été